

REVUE DE PRESSE

Allonnes. 1 € pour le test salivaire : la grogne

CGT et FSU demandent que les tests liés au Covid dans les écoles soient gratuits pour les agents et enseignants et qu'aucun prélèvement lié à ces tests ne soit effectué sur les futurs remboursements.



L'organisation des tests par prélèvement salivaire dans les écoles, comme ici en Loire-Atlantique, suppose une grosse organisation, avec le déplacement de : personnels de santé, médiateurs et personnels de laboratoire. |

JÉRÔME FOUQUET/OUEST-France

Ouest-FrancePublié le 19/03/2021 à 18h30

Dans une lettre adressée aux ministres de la Santé et de l'Éducation nationale, Guillaume Liberge, secrétaire général du syndicat CGT des territoriaux d'Allonnes, et Eric Demougin, secrétaire départemental de la FSU,

déplorent le fait que les agents et enseignants travaillant dans les écoles d'Allonnes (Sarthe) auraient appris en dehors de toute voie officielle, que des tests salivaires allaient être réalisés dans les écoles Massenet, Victor-Hugo et Langevin, lundi et mardi 23 mars 2021.

À cette occasion, les personnels volontaires peuvent se faire tester, sur inscription préalable, trois jours avant le prélèvement. Les militants syndicaux dénoncent deux problèmes : Aucun document n'a été fourni et il n'est pas fait mention du coût du prélèvement.

Le coût pour les agents et enseignants serait d'1€. Ce coût, non dit, est un symbole inacceptable. C'est le montant qui correspond au reste à charge appliqué par l'assurance-maladie, comme si nous pratiquions ce test dans notre sphère privée. Le test salivaire est assimilé à un acte de biologie médicale, et est donc soumis au prélèvement d'un euro pour tous les assurés de plus de 18 ans, prélevable sur un futur remboursement.

Pour la CGT et la FSU, qui réclament une prise en charge totale, c'est un euro de trop eu égard à l'engagement des agents travaillant en milieu scolaire. Notamment ceux aux revenus modestes, comme les AESH. C'est aussi un euro de trop qui gomme la distinction entre espace privé et espace public.

Les syndicalistes pointent le risque de voir des agents refuser le test : C'est un effet pervers de ce choix politique : alors que de nombreux épidémiologues dénoncent l'inefficacité d'une campagne de tests trop parcellaire, on crée des conditions supplémentaires qui aggravent cela

Extrait Internet du Vendredi 19 Mars 2021